

## **Les évolutions inexorables des économies créent le malaise social (Patrick Artus)**

On observe dans les économies de l'OCDE la désindustrialisation, qui contribue à la bipolarisation du marché du travail ; l'intensification de la concurrence fiscale, salariale ; l'impossibilité d'accroître les dépenses publiques ; l'exigence de rentabilité forte du capital. Il est clair que toutes ces évolutions contribuent à la montée du malaise social dans les pays de l'OCDE.

Nous voyons quatre évolutions majeures et inexorables dans les pays de l'OCDE qui y contribuent à la montée du malaise social. La première est la désindustrialisation. Le recul de l'emploi manufacturier et son remplacement par l'emploi dans les services domestiques peu sophistiqués sont impressionnants : l'emploi manufacturier a reculé, dans l'OCDE, de 20%, l'emploi de services de base augmente de 20%. Les niveaux de productivité et les niveaux de salaire par tête sont nettement plus élevés dans l'industrie manufacturière que dans les services domestiques. Le salaire par tête moyen est de 48 000 dollars par an dans l'industrie et de 30 000 dollars par an dans les services domestiques.

On voit que la désindustrialisation contribue à la bipolarisation du marché du travail, le report de l'emploi vers des emplois très qualifiés et de salaire élevé (Nouvelles Technologies, Finance) et vers des emplois peu qualifiés et de salaire faible dans les services domestiques. Ces évolutions sont évidemment mal reçues par les opinions.

L'intensification de la concurrence fiscale, salariale est la deuxième évolution importante. L'affaiblissement de la demande globale pour les produits industriels (en 20 ans, la production industrielle de l'OCDE a augmenté de 18%, le PIB de l'OCDE de 44%) renforce la concurrence entre les pays de l'OCDE pour conserver une industrie de grande taille.

Cette concurrence pour conserver l'industrie prend plusieurs formes. Il s'agit d'abord de la concurrence fiscale : on voit par exemple la baisse continue de la taxation des profits des entreprises ; d'un taux de 41% en 1998 à 27% aujourd'hui. Il s'agit aussi de la concurrence salariale ; chaque pays essayant de réduire ses coûts salariaux, il en résulte au total la déformation du partage des revenus au détriment des salariés : en 20 ans, les salaires réels ont augmenté dans l'OCDE de 12%, la productivité de 30%.

La concurrence fiscale réduit les ressources fiscales et, à terme, réduit nécessairement les dépenses publiques ; la concurrence salariale réduit le pouvoir d'achat des salariés, le tout étant mal accepté par les opinions.

L'impossibilité d'accroître les dépenses publiques est le troisième problème. La concurrence fiscale réduit les taux d'imposition et les recettes fiscales, la faiblesse de la croissance potentielle (1,5% pour l'OCDE) va dans le même sens. Il va donc en résulter l'impossibilité à partir de maintenant d'accroître les dépenses publiques (qui, en termes réels, sont en 2018 au même niveau qu'en 2010), ce qui est aussi mal reçu par les opinions.

Enfin, l'exigence de rentabilité forte du capital va dans le même sens. Le capitalisme moderne des pays de l'OCDE a une exigence de rentabilité élevée du capital (le rendement du capital

pour les actionnaires dans les pays de l'OCDE est en 2018 de 12% contre 1,5% pour le taux d'intérêt sur les dettes publiques), ce qui s'ajoute à la concurrence fiscale pour entraîner le recul de la part des salaires dans le PIB.

On comprend donc le malaise social. Les salariés des pays de l'OCDE sont confrontés à la désindustrialisation et à la bipolarisation du marché du travail ; à la baisse de la pression fiscale avec la concurrence fiscale et à la faiblesse de la croissance potentielle, qui réduisent la capacité des Etats à financer les dépenses de protection sociale ; à la baisse de la part des salaires dans le PIB, avec la concurrence salariale et l'exigence élevée de rentabilité du capital.

Ces évolutions contribuent inévitablement à accroître le malaise social, et elles sont liées à des évolutions structurelles durables de l'économie mondiale.